

Accueil des réfugiés syriens : Quand la politique d'Ottawa inquiète le Sénat des États-Unis

Vincent Boucher, Mardi 15 mars 2016

Alors que le Premier ministre Justin Trudeau revient tout juste d'une visite à Washington où le président Barack Obama et lui ont réitéré l'importance des relations entre le Canada et les États-Unis, peu d'observateurs ont souligné l'inquiétude que suscitait récemment, au Sénat des États-Unis, la politique canadienne d'accueil des réfugiés syriens.

Haut lieu de débat sur les enjeux de sécurité nationale, la commission du Sénat des États-Unis sur la sécurité intérieure (CSSI) tenait le 3 février dernier une audience publique sur l'arrivée de 25 000 réfugiés syriens en sol canadien [1]. Créée dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et de l'adoption du *Homeland Security Act* de 2002, cette commission s'est penchée durant la dernière année sur plusieurs enjeux liés à l'afflux en Amérique du Nord de réfugiés fuyant les violences en Syrie et en Irak, comme celui de la sécurité de la frontière canado-américaine.

Les réfugiés syriens au Canada : un problème de frontière

Le président de cette commission, le républicain Ron Johnson (Wisconsin), s'inquiète de l'arrivée de ce grand nombre de réfugiés sur une période de quatre mois sur la base d'un processus accéléré de contrôle de ces entrées. Soutenant que la frontière canado-américaine est poreuse, il craint que des individus représentant un risque pour la sécurité des États-Unis réussissent à entrer en sol américain en passant par le Canada [2]. L'enjeu de la sécurité de la frontière est une préoccupation que Johnson avait déjà évoquée à plusieurs reprises, dont lors d'une audience de la CSSI le 22 avril 2015. À cette occasion, il avait affirmé que la longueur de la frontière et le fait qu'elle traverse des zones éloignées des centres de population accentuent la menace que des individus potentiellement dangereux entrent aux États-Unis [3]. De plus, le 19 octobre 2015, Johnson a déposé une version amendée du projet de loi S. 1808 (*Northern Border Security Review Act*), initialement proposé en juillet 2015 par la sénatrice démocrate Heidi Heitkamp, qui représente le Dakota du Nord, un État partageant la frontière avec la Saskatchewan et le Manitoba [4]. Dans sa nouvelle mouture, cette loi forcerait le département de la sécurité intérieure à soumettre au Congrès une analyse de l'état de la sécurité de la frontière canado-américaine et du risque que des individus franchissent cette même frontière pour s'adonner à des activités terroristes ou criminelles [5]. Ce projet de loi a été approuvé par la CSSI et placé sur le calendrier législatif du Sénat, qui n'a toujours pas tenu de débat à son sujet.

À l'inverse, le premier démocrate en importance de la commission, Thomas Carper (Delaware), a voulu rassurer les Américains quant aux risques de la politique canadienne d'accueil de réfugiés syriens. Dans sa déclaration d'ouverture lors de l'audience du 3 février 2016, Carper a donné son appui sans équivoque à la politique canadienne : «I think we should support our ally Canada in

doing the right thing in the most secure manner possible when it comes to Syrian refugees.»[6]
Le démocrate du Delaware a aussi mentionné une lettre qu'a fait parvenir aux membres de la commission l'ambassadeur canadien à Washington, Gary Doer, dans laquelle ce dernier expliquait que le processus d'évaluation des réfugiés entrant au Canada faisait l'objet d'une étroite collaboration entre les services de sécurité frontalière des deux pays[7].

Les grandes oubliées : les élections législatives du 8 novembre 2016

Avec toute l'attention des médias tournée vers les courses à l'investiture des partis démocrate et républicain en prévision de l'élection présidentielle de novembre 2016, il est facile d'oublier que les 435 sièges de la Chambre des représentants et le tiers des sièges du Sénat (34) seront aussi à pourvoir cette année.

Ron Johnson devra donc tenter de se faire réélire au Wisconsin, un État qui ne partage pas de frontière terrestre avec le Canada, mais qui est situé sur les rives du lac Supérieur. Il ne faut pas perdre de vue le fait que le Wisconsin était l'un des 31 États américains qui, suite aux attentats de Paris du 13 novembre 2015, avaient manifesté la volonté d'interdire la venue de réfugiés syriens sur leur territoire en réponse au plan d'accueil proposé par le président Obama [8]. En se montrant méfiant vis-à-vis la politique canadienne d'accueil des réfugiés syriens, Johnson tente de courtiser l'électorat de l'État. Le gouverneur du Wisconsin, le républicain Scott Walker, s'est d'ailleurs vivement opposé à l'accueil de ces mêmes réfugiés en sol américain [9]. Johnson fait face à un défi électoral non négligeable, puisque Russ Feingold, l'ancien sénateur démocrate à qui il avait ravi le siège en 2010, a annoncé qu'il se lançait dans la course pour tenter de récupérer son poste au Sénat. Un sondage datant de la fin janvier indique que Johnson devrait s'inquiéter, car 50% des électeurs enregistrés sur les listes électorales du Wisconsin donneraient leur appui à Feingold et seulement 37% à Johnson [10].

Thomas Carper n'a pas à se soucier du scrutin de novembre 2016, puisque son siège ne sera pas en jeu cette année. De plus, sa position sympathique à l'égard de la politique canadienne critiquée par Johnson est compatible avec celle du Delaware, l'État qu'il représente au Sénat, qui s'est montré ouvert à accueillir une partie de ces réfugiés. Par contre, Carper pourrait bénéficier d'une victoire électorale des démocrates au Sénat. En effet, si le Parti démocrate reprend le contrôle de la chambre haute en novembre 2016, Tom Carper pourrait reprendre les rênes de la CSSI, qu'il a présidée de 2013 à 2015. Il était devenu le numéro deux de la commission suite à la victoire républicaine aux élections de mi-mandat de 2014, qui avait permis à Johnson d'obtenir la présidence de la CSSI. Toutefois, même si 24 des 34 sièges du Sénat en jeu cette année sont détenus par des républicains, les démocrates sont loin d'être assurés de remporter une majorité au Sénat, selon les prédictions actuelles [11].

Le Canada garde un œil sur Capitol Hill

La lettre que Doer a adressée aux sénateurs Johnson et Carper, ainsi qu'à leurs collègues de la CSSI, démontrent bien que le gouvernement du Canada se soucie de ce que les membres du Congrès disent à propos du pays et de ses politiques. La politique canadienne ne changera sans doute pas des suites de cette audience, mais le gouvernement Trudeau et ses diplomates

continueront de tenter d'atténuer l'idée reçue selon laquelle la frontière qu'ils partagent avec les États-Unis est une véritable « passoire ». Plusieurs élus du Congrès alimentent ce mythe depuis les attentats du 11 septembre 2001. La menace posée par l'État islamique, ainsi que les attentats de Saint-Jean-sur-Richelieu et d'Ottawa d'octobre 2014, sont venus renforcer la peur de certains d'entre eux que des terroristes entrent aux États-Unis par le Canada. Avec 54% des Canadiens sondés à la fin décembre 2015 qui appuyaient l'accueil de 25 000 réfugiés syriens au Canada [12], le gouvernement fédéral ira de l'avant avec son plan tout en essayant de rassurer les législateurs américains, en insistant sur la collaboration des deux pays dans la surveillance de leur frontière commune. On verra au cours des prochaines semaines si la visite historique de Justin Trudeau à Washington aura permis d'atténuer la crainte de certains membres du Congrès à propos d'un enjeu qui figure déjà parmi les questions discutées par les candidats à l'élection présidentielle de 2016, Donald Trump au premier chef.

[1] Mas, Susana. (2016, 3 février). «Canada's Syrian refugee plan raises concerns of 'shortcuts,' homeland security committee hears». CBC News. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-syrian-refugee-plan-us-senate-committee-shortcuts-1.3431698>.

[2] «Chairman Johnson Opening Statement: "Canada's Fast-Track Refugee Plan: Unanswered Questions and Implications for U.S. National Security" ». (2016, 3 février). U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs. Récupéré de https://www.hsgac.senate.gov/media/majority-media/chairman-johnson-opening-statement-canadas-fast-track-refugee-plan_unanswered-questions-and-implications-for-us-national-security.

[3] «Jonhson, Committee Continue Border Hearings Series». (2015, 22 avril). Ron Johnson U.S. Senator for Wisconsin. Récupéré de <http://www.ronjohnson.senate.gov/public/index.cfm/press-releases?ID=47c404c7-5ac8-4df1-a7ca-70d39a6bd87b>.

[4] «Text of the Northern Border Security Review Act». (s.d.). GovTrack.us. Récupéré de <https://www.govtrack.us/congress/bills/114/s1808/text>.

[5] «S.1808». (s.d.). Ron Johnson U.S. Senator for Wisconsin. Récupéré de http://www.ronjohnson.senate.gov/public/_cache/files/c56b2379-25a9-4363-ac99-3f89ca9ec9c8/heitkamp-substitute-s.-1808.pdf.

[6] «Statement of Ranking Member Tom Carper: "Canada's Fast-Track Refugee Plan: Unanswered Questions and Implications for U.S. National Security" ». (2016, 3 février). U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs. Récupéré de <https://www.hsgac.senate.gov/media/minority-media/statement-of-ranking-member-tom-carper-canadas-fast-track-refugee-plan-unanswered-questions-and-implications-for-us-national-security>.

[7] Doer, dont le mandat est arrivé à échéance, sera remplacé par David MacNaughton. La lettre en question est disponible sur la page web de l'article de Mas, op. cit.

- [8] Fantz, Ashley et Brumfield, Ben. (2015, 19 novembre). «More than half the nation's governors say Syrian refugees not welcome». CNN. Récupéré de <http://www.cnn.com/2015/11/16/world/paris-attacks-syrian-refugees-backlash/>.
- [9] Associated Press. (2015, 17 novembre). «Senate democrats shut down debate on refugee bill». NBC15. Récupéré de <http://www.nbc15.com/home/headlines/More-governors-announce-their-states-wont-accept-Syrian-Refugees-after-Paris-massacre-350663911.html>.
- [10] Franklin, Charles. (2016, 28 janvier). «Feingold holds lead over Johnson in U.S. Senate race». Marquette University Law School Poll. Récupéré de <https://law.marquette.edu/poll/>.
- [11] «2016 Senate». (2016, 5 février). Larry J. Sabato's Crystal Ball. Récupéré de <http://www.centerforpolitics.org/crystalball/2016-senate/>.
- [12] Russell, Andrew. (2015, décembre). «Canadians' support for taking in Syrian refugees is increasing: Ipsos poll». Global News. Récupéré de <http://globalnews.ca/news/2426553/canadians-support-for-taking-in-syrian-refugees-is-increasing-ipsos-poll/>.